

Échec et mat (des bourdes fort de café).

Un zugzwang d'Elio, et Bart met pat.

Par Marcel Sel

Article paru dans Un Blog de Sel (<http://blog.marcelssel.com>) le 2 septembre 2010a

Quand on négocie avec Bart De Wever, un stratège brillantissime qui n'est pas tenu de respecter la Vérité dans ses discours (celle-ci étant au service de son nationalisme — voir mon article «Le Silence des Moutons»), il y a des erreurs qu'on ne commet pas.

Depuis le 13 juin, Elio Di Rupo en avait déjà commis quelques-unes. Et l'Olivier avec lui. Mais la dernière en date a permis aux nationalistes flamands d'emporter, en douce, une splendide victoire face à leur électorat. Le constat qui en découle, c'est que la négociation menée par les socialistes n'a fait qu'éloigner le pays de la perspective d'une indispensable refondation. C'est déjà un constat d'échec.

Bourde : apparemment, Di Rupo a voulu jouer, justement, aux échecs avec De Wever, en le mettant devant un choix cornélien : soit celui-ci acceptait de revenir sur sa décision de refuser les 500 Mio promis préalablement pour Bruxelles, soit Di Rupo faisait de lui son bouc émissaire de l'échec des négociations. Mais comme je l'ai expliqué, les nationalistes ne fonctionnent pas comme les démocrates, et les petites manigances de ce genre marchent peut-être à l'intérieur du PS, ou dans les sphères franco-francophones, mais dès que l'on entre en contact avec le nationalisme et la machine de guerre communicante de la N-VA, il faut être beaucoup plus subtil que ça. Ou alors plus radical... L'échec était annoncé. Elio s'est mis mat. Quand Bart met pat.

Quand Elio avoue son échec au roi...

Avant même la visite de Papillon au roi, la VRT (télévision publique flamande) expliquait à ses téléspectateurs que Di Rupo tentait, en donnant sa démission, de «glisser le zwartepiet (le «valet puant», nom inspiré du «père fouettard» de Saint-Nicolas) à Bart De Wever. Une expression flamande très imagée (comme l'immense vivier d'expressions qui est une des richesses de la langue de Vondel) qui signifie : «en faire le bouc émissaire» de l'échec annoncé des négociations. Malgré cet avertissement (le PS est-il en état intellectuel de regarder les émissions de la VRT ?), Di Rupo s'entêta et donna une conférence de presse au cours de laquelle il commit deux bourdes monumentales : d'abord, quelle idée de monter une attaque directe contre la N-VA et le CD&V dans une conférence de presse publique ? Ce faisant, il donnait le beau rôle à Bart De Wever, qui pouvait

tranquillement arroser l'arroseur en prétendant que lui, pauvre Bart attaqué injustement, belge convaincu, était prêt à continuer à négocier, mais que c'étaient de toute évidence les Francophones qui bloquaient. Il le fit le soir même de la C.P. de Di Rupo, devant des millions de Flamands, en prime time.

...Bart fait des tours.

Pour mieux identifier le préformateur au «camp francophone», De Wever commença par se plaindre du fait qu'Elio n'avait pas été l'arbitre neutre qu'il aurait dû être, et qu'il avait été incapable de «quitter son camp». L'attaque initiée par l'arbitre devenait ainsi une attaque francophone. Le rôle de victime, Bartje le connaît par cœur, sait en user, et devant la caméra, la main sur ce cœur, il se montra généreux, et prêt à serrer à nouveau la pogne de celui qui venait de lui planter un couteau dans le dos. Formidable Bart qui, du coup, récolta tout : le prix du bon joueur, celui du brave mec, celui du sauveur du pays (mais duquel ?), et surtout, celui de l'homme compétent, qui «explique» pourquoi ça a foiré et impose derechef aux Francophones la nouvelle marche à suivre. Ah ! En l'écoutant parler, je ne pus que conclure comme tout téléspectateur flamand un peu naïf : ces Francophones ne sont pas à la hauteur de «notre» merveilleuse classe politique !

Mais pire, pendant cette troisième conférence, Di Rupo détailla la raison du blocage, révélant officiellement le pan «controversiel» de la négociation pourtant réputée secrète, suite à quoi il ne restait plus à Bart que de révéler à son tour sa version des faits, dévoilant jusqu'au Gentlemen's agreement qu'il avait eu avec le socialiste, un secret précédemment parfaitement préservé. Je dirais à Di Rupo que quand on utilise un argument issu de négociations qui, par nature, n'ont pas été confiées au public, on autorise son adversaire à puiser librement derrière ce même rideau interdit les éléments démonstratifs qui lui permettront de prouver qu'il a été le beau joueur, le compétent, le brave, et le plus généreux des concessionnaires ! Ce que fit Bart à la VRT avec beaucoup de talent lundi soir.

La case café.

Bourde, bourde : Elio choisit de s'adresser au peuple par le biais d'une conférence de presse de milieu de journée, un créneau qui donne tout le temps aux autres de fourbir leurs armes pour le

grand rendez-vous du soir. Il prit «son» peuple francophone à témoin et tenta de séduire le public néerlandophone en commençant, pour la troisième fois depuis juin, en néerlandais — trois fois, ça commence à faire beaucoup, comme le dit si bien Michel Henrion. Séduire les Flamands ? Son flamand pesant, lent, approximatif, compliqué, qui devient catastrophique dès qu'il arrête de lire («dank u voor het café... ou le café» au lieu de «dank u voor de koffie» — «het café» est un lieu, «de koffie» est une boisson) convaincra le Néerlandophone qu'il n'a pas le bilinguisme minimal requis pour devenir premier ministre d'un pays fondamentalement polyglotte.

Bourde, bourde, bourde : le décor dénudé et sans âme de la conf, le costume au veston étriqué d'un Elio tendu (ôtez-moi ce nœud pap', nom d'un chien !), sa coiffure déjà ringarde dans les années 80 et sa rhétorique lancinante furent utilisés avec délice le même soir par Terzake (programme politique de la VRT qui avait invité Bart à s'exprimer en long et en large) dans un petit reportage où l'on avait l'impression — par contraste avec le décor modernissime de Terzake et avec la chemise ouverte sous veston lâche d'un De Wever crédible et rassurant — qu'à la Flandre progressiste, moderne, ouverte, s'opposait une Wallonie attardée, dont l'image évoque celle de la DDR, comme si les socialistes francophones voulaient donner raison à la N-VA qui n'eut de cesse de colporter que le socialisme wallon retenait le pays dans le passé.

Qui roque est drôle.

De Wever a bien mieux choisi ses armes : il s'est invité à la télévision nationale flamande, tant au journal du soir qu'à Terzake («Au Fait»), donnant au passage en aumône à la RTBF une interview rapide dans le couloir de la VRT. Bart ne s'assit que pour les Flamands, et les partis francophones ne furent invités que chez les Francophones. Bravo : chaque démocratie s'est exprimée de son côté, dans son cadre, sur ses plateaux. Il n'y a pas de meilleur symbole de la scission des mentalités. On roque ?

Grâce à ce choix judicieux du prime time, Bart De Wever a pu s'en donner à cœur joie face à son électorat. Il s'est même autorisé quelques piques («on m'attaque dans le dos»). Plus bluffant, quand Kathleen Cools, la présentatrice vedette de Terzake a évoqué son malaise à la fin d'une des journées de négociation, Bart a choisi de désamorcer la question en utilisant une arme qu'il possède comme personne : l'autodérision. «Je n'avais même pas mangé ce jour-là, quelque chose qui ne m'est jamais arrivé au cours de 35 dernières années». Kathleen ne put qu'en sourire. Dites-moi qui a souri, ne fut-ce qu'une fois, lors de la conférence de Di Rupo ?

Bart fut donc parfait, un peu tendu comme toujours, mais ça rajoute à son mérite. Il utilisa avec subtilité et un brio certain ses armes préférées, chaque fois à bon escient. Compétence, humour, sens de l'État, volonté, abnégation. Rendez-vous compte : tous les Francophones le détestent, mais pour le bien de la Nation, Bartje retourne néanmoins la tête haute à la négociation. Le costume de chic type lui alla si bien que Carl Devos, le politologue maison de la télévision publique flamande, conclut l'émission en affirmant qu'il avait entendu quelqu'un de très modéré qui avait une volonté sincère de continuer à négocier.

Pas gêné par le pion Gennez.

Résultat ? La Flandre est plus persuadée que jamais que Bart De Wever est l'homme de la situation et que les Francophones font tout, malgré de belles promesses, pour freiner la Réforme de l'État™. Exactement le contraire de l'effet voulu ! Di Rupo avait pourtant pris soin de mettre de son côté Groen! et Caroline Gennez (SP-A, socialistes flamands), qui a fustigé, le matin même, à la radio, le jusqu'au-boutisme de la N-VA et du CD&V. Las. D'une seule phrase assassine, De Wever a renvoyé la socialiste dans les cordes. «Elle a raté une occasion de se taire». La puissance du tribun est impressionnante. Une phrase lui suffit là où d'autres (dont moi) ont besoin de kilomètres. Quant à Groen!, qui avait aussi accepté l'ultime proposition de Di Rupo, De Wever rappela que, plus encore que le SP-A, ce n'était qu'un microparti. D'ailleurs, les deux ensemble n'ont que 18 sièges à la chambre, et Bart en a 26.

Plus inquiétant : Jean-Marie Dedecker (LDD), qui n'a rien d'un modéré, explique qu'il a passé quelques semaines à la N-VA et affirme, cette expérience aidant, que ce parti ne souhaite qu'une chose, soit l'indépendance de la Flandre. S'il dit vrai, Bart De Wever a bien fait de «choisir» Elio Di Rupo comme candidat-formateur et de défendre son avenir de premier ministre avec ferveur : le président socialiste semble en effet être un excellent cheval pour faire gagner encore plus de points aux nationalistes aux prochaines élections (anticipées ?)

Le bon mouvement.

Mais revenons à la prestation de Bart sur antenne. Même sur l'organisation de la négociation, le président du PS se prit un camouflet : De Wever expliqua que «le problème» de ces négociations provenait des réunions de présidents (incorrectement appelées «réunions plénières») où il y a trop de monde (bon sang ! sept personnes). Empiétant sans vergogne sur les prérogatives du préformateur, il a donc recommandé de négocier à deux, Elio et lui, et ensuite de soumettre leur accord mutuel aux autres. Piège : si les deux

tombent d'accord, on peut penser que Bart aura obtenu une avancée vers l'indépendance, et que donc, cet accord ne sera pas contesté par les partis flamands. Il ne le sera forcément pas non plus par les socialistes. Mais vu l'usine à gaz que cela risque d'être, il le sera probablement par le CDH, voire par les Bruxellois, y compris socialistes. Un moyen génial de semer la zizanie dans le camp francophone en faisant semblant de faciliter les choses. Au mieux, dans cette bilatérale-là, Di Rupo claquerait la porte après avoir fait le constat d'une incompatibilité totale, et De Wever serait là aussi gagnant. Sans compter que dans ce cas, chacun irait défendre sa bonne foi auprès de «son» électorat, en racontant absolument ce qu'il veut à la population dès lors que le seul témoin de la négociation aura été... l'autre ! Dernier joker, si malgré des avancées flamandes imbuables pour eux, les Francophones signaient quand même, il suffirait d'un coup de gueule de Doomst, Bourgeois, ou d'Eric Van Rompuy, ou encore d'un congrès de la N-VA rétif au projet pour annuler toute la procédure. Dans tous les cas, De Wever est donc le gagnant annoncé d'une telle confrontation.

Évidemment, les partis francophones, CDH en tête, se sont immédiatement élevés contre cette nouvelle logique imposée au préformateur par l'ex-informateur (qui dirige qui, à votre avis ?), mais hier matin, on en était bien là ! Car d'emblée, le CD&V soutint la méthode De Wever, l'air de rien, en exigeant que le PS et la N-VA réaccordent leurs violons... à deux. Entendez que la négociation ne reprendra qu'après une réunion au sommet entre nos champions, ce qui correspond plutôt bien à ce que De Wever prônait à la VRT lundi soir.

La diagonale du fou.

Avouons que tout cela était inévitable : en fait, une fois que les Francophones sont entrés dans la logique flamande de la Réforme de l'État, ils ne pouvaient plus que s'y embourber. Les nationalistes flamands ont, depuis 1999, soigneusement lissé tous les aspects de celle-ci. En 2007, ils ont eu le temps de peaufiner leur plan. Ils ont des experts et des idéologues qui planchent sur le «Vlaamse Plan» depuis plus de dix ans. Ils arrivent aujourd'hui à la négociation avec un concept très abouti, largement soutenu par une majorité des deux tiers du Parlement flamand — je rappelle que la nécessité de cette réforme n'est pas la conclusion d'une étude universitaire, mais bien un dogme voté par quasi tous les partis flamands en 1999. Les négociateurs flamands savent donc exactement où ils mettent les pieds, et dès le moment où Di Rupo a annoncé que les Francophones étaient partants pour une révolution copernicienne, il ne restait plus aux nationalistes du Nord qu'à dérouler tranquillement la bobine et à imposer la logique nationaliste.

Voici comment ça marche :

1. Les Francophones acceptent de transférer pour 12 milliards de compétences.
2. Les Flamands disent «pas assez». Crisette.
3. Les Francos rajoutent 3 milliards. Les Flamands sont au pied du mur.
4. Les Flamands disent «d'accord, mais vu toutes ces nouvelles compétences, il faut soit que les entités soient fiscalement autonomes (et perçoivent elles-mêmes les impôts et la sécu), soit que l'on revoie fondamentalement la Loi de financement.» Ils ont raison, une fois que la logique de révolution copernicienne est engagée, il est indispensable d'aller au bout, sinon, on ampute les entités fédérées des libertés qu'elles viennent à peine d'acquérir. Donc : crisette.
5. Les Francophones finissent par céder en posant 12 conditions/modalités.
6. Les Flamands reviennent alors sur le refinancement de Bruxelles. C'est une fois de plus défendable du point de vue confédéraliste : si une nouvelle Loi de financement va être élaborée, il n'est pas normal qu'une des entités ait, d'avance, 500 Mio de bonus. Bien sûr, l'argument est parfaitement fallacieux : on peut tout à fait mettre ces 500 Mio en «malus» (autrement dit, en négatif) au moment de négocier la Loi de financement, ou même les supprimer pour tout remettre à plat. Mais à la télévision flamande, De Wever confronté à la question commença sa réponse par «c'est très technique». Mettez-vous à la place d'un téléspectateur flamand. Côté «technique», qui a le plus de chances d'avoir raison ? Elio ou De Wever ? Bien sûr, les négociateurs francophones n'étaient pas dupes. Voilà un argument soigneusement imaginé par les nationalistes pour éviter qu'on ne renforce Bruxelles, ce qu'ils ne veulent à aucun prix. Les Francophones étant sur la défensive (dans le terrain marécageux de la Réforme pensée, pesée, composée par les Flamands, ils ne sont que sur la défensive). Ils se sont crispés. Crise.
7. Di Rupo propose un fifty-fifty, et lance un ultimatum à la N-VA et au CD&V. Bourde.
8. Sachant son argument parfaitement défendable face à son public, le seul qui

l'intéresse, la N-VA refuse et le CD&V, sa succursale, suit. Grosse crise.

9. Le PS accuse alors la N-VA de faire échouer les négociations. Bourde.
10. La N-VA, preuve à l'appui, renvoie l'accusation au PS et montre patte blanche.

Depuis le point a, notez que les Francophones n'ont cessé de faire des concessions. À chaque concession, on leur en demande une autre. À ce jeu, il y a de quoi devenir fou. Et ça ne fait que commencer. Même le roi semble jouer le jeu de la N-VA : il aurait incité Di Rupo à poursuivre (à moins qu'Elio lui-même n'ait proposé cette solution). Or, poursuivre, dans les circonstances actuelles, revient à céder à nouveau un peu plus aux nationalistes ! Car, comment «continuer», sans leur donner raison sur la Loi de financement et les 500 Mio ? Continuer, c'est céder. C'est du reste ce que l'Olivier semble avoir fait depuis juin. Si le secret nous empêche d'en juger, on aura noté que même Luc Van Der Kelen le reconnaît !

Un pays en damier.

Céder implique évidemment, toujours selon la logique du fil qu'on déroule, que les «Francophones» finiront par accepter tout, moyennant quelques cuillérées de sucre, jusqu'à ce qu'ils tombent nez à nez avec l'hydre ultime : la scission de la sécu. Ou une autre : la division du pays en deux communautés qui enfermerait Bruxelles en Flandre. Et là, ils devront bien quitter la table définitivement. La N-VA apparaîtra alors comme celle qui a tout fait pour enfin sortir la Belgique de la mouise, mais en aura été empêchée par qui ? Mais les Francophones, bien sûr ! Espérons que Milquet prononce une ou deux fois le mot «non», et la VRT aura son bouc émissaire.

Dès que l'Olivier est entré dans la logique de la révolution copernicienne flamande (le confédéralisme), il a donc signé un pacte avec un diable qu'il ne peut maîtriser. Que fallait-il faire, alors, me demandera la politologue Caro Van Wynsberghe ? Reynders aura beau jeu de répondre que, plutôt que de négocier le projet flamand, ce qui ne peut qu'amener les Francophones sur le terrain périlleux de la défensive, il fallait concevoir un projet francophone. (Tiens, tiens : exactement ce que je proposais de faire il y a plusieurs semaines...) Reynders est un comique : il est facile, évidemment, de venir avec ça quand on a, comme lui, mis trois ans à ne pas préparer ce fameux «projet francophone» — ce n'est pas entre le 13 juin et le 14 juin 2010 que l'Olivier pouvait boucler un tel projet. Didier Reynders avait pourtant alors la charge de «directeur des partis francophones».

En fustigeant l'absence de projet, le MR se fouette en fait lui-même. Et qu'il ne vienne pas nous expliquer qu'on n'aurait jamais dû entamer des négociations avec Bart De Wever, pas assez démocrate, quand à la veille des élections, Reynders a déclaré à la VRT que le président de la N-VA était un monsieur «très démocrate». Comme si on pouvait être «un peu» démocrate ! On est démocrate ou on ne l'est pas, monsieur Reynders !

Arrêt sur la case brune.

Mais bon, je critique, je critique, et j'en oublie qu'il est plus facile de dire que de faire. Je perçois toutefois qu'on cherche à décrédibiliser la N-VA. D'accord, c'est une bonne idée. Mais le faire avec des arguments «secrets» ne mène à rien. J'en viens à me demander pourquoi, avant les élections, on n'a pas simplement remué un peu la merde qui entoure ce parti. Pourquoi ne pas avoir mis à la une de nos journaux la photo de Bart De Wever donnant cours aux néo-nazis de la NSV ? Pourquoi n'avoir par montré en première page avec des titres barnums ces jeunes nationalistes célébrer la mémoire de Waffen SS flamands ? C'est tabou, c'est ça ? Ils ne sont pas dangereux, c'est ça ? Pourquoi n'a-t-on pas montré qui était vraiment Staf De Clercq, que le Vlaams Belang, le Voorpost, le TAK, le VVB (succursale de la N-VA) et certains éminents membres du parti de Bart De Wever ont honoré à l'Ijzerwake ? Pourquoi n'avoir jamais parlé de ce nazi convaincu, antisémite purulent, partisan de la solution finale, et grand admirateur d'Hitler que des proches de De Wever commémorent ?

S'il fallait contrer la N-VA, il fallait arriver avec des éléments probants. Tous les journaux les ont. Aucun ne s'en est servi. Au contraire, on m'a traité de «polémiste» (la DH) et de fouille-merde (activité toutefois honorable vu les circonstances) quand j'ai commencé à sortir ces preuves évidentes d'une collusion entre une partie non négligeable de la N-VA et les néo-nazis. Pourtant, on avait là des moyens objectifs d'attaquer ce nationalisme qui a ses sources dans la plus épouvantable idéologie. Au contraire, on a laissé le président du Parlement flamand, Jan Peumans, traiter les résistants Flamands (j'insiste sur «les résistants flamands») d'assassins et de crapules de rue jusque dans les colonnes du Soir, ce journal qui titra alors que Peumans aimerait être wallon, au lieu de claironner «le président du parlement flamand insulte la résistance belge». Il y aurait fatalement eu débat, y compris en Flandre. Il y a toujours des résistants, fils de résistants, petits fils de résistants là-haut. Il y a toujours des démocrates là-haut.

Partie mal embouchée.

Au pire, il fallait, avant de se mettre à négocier avec ce monsieur si propre (pour rappel, Le Pen

est propre, Haider était propre, Milosevic était propre, même Hitler était propre !), lui imposer un choix : soit, il interdisait, sous menace d'exclusion, à ses troupes toute relation avec une série d'organisations suspectes de complaisance avec la collaboration, et cessait toute relation avec le Vlaams Belang (Ijzerwake, organisé par le VVB et la VB, Fête du Chant flamand, organisée de concert par la N-VA et le Vlaams Belang, manifestations du TAK proche de la N-VA avec le Voorpost, que même la Sûreté de l'État qualifie de «néo-nazi»), soit, on était obligés de considérer qu'il laissait des théories inacceptables flétrir son parti, et il était exclu de négocier quoi que ce soit. Je vous rassure tout de suite : si De Wever avait accepté, son parti se serait déchiré. Mais on avait d'excellents arguments à présenter aux Flamands avant les élections, et de très bonnes raisons de refuser toute négociation avec la N-VA après. À 20 % au lieu de 28, il n'était pas incontournable. Au lieu de ça, tout le monde a prétendu que De Wever était un grand démocrate ! On ne peut pas ne pas négocier avec le premier parti flamand ? C'est vrai, mais uniquement s'il ne fréquente pas l'infréquentable.

Utiliser les preuves de la complaisance de certains N-VA, et non des moindres, envers les néo-nazis, je reconnais que c'eût été dangereux. C'eût été l'aventure, c'eût peut-être même été la fin du pays, mais au moins, nous nous donnions une chance de dire aux Flamands qui était ce monsieur qu'ils allaient porter aux nues, et je suis toujours persuadé qu'en connaissance de cause, beaucoup de ses électeurs auraient reculé. Pourquoi n'est-ce pas De Wever, mais Jan Jambon qui a annoncé que la confédération n'était qu'une étape, et que l'indépendance était toujours la finalité du parti ? Parce que Bart sait pertinemment qu'il ne peut pas vendre ça à plus de 15 % de Flamands.

Relation cavalière.

On a longtemps reproché à la Flandre d'avoir laissé trop le champ libre à ses extrémismes, particulièrement au Vlaams Belang. Pas de campagnes de presse trop agressives, pas d'opposition politique trop virulente, un cordon sanitaire effectif au niveau des mandats, mais pas au niveau relationnel, sans compter le Conseil d'État flamand qui a obligé la VRT à inviter le Vlaams Belang y compris dans des débats sur les... premier-ministrables ! Aujourd'hui, la Francophonie a, sans autre forme de procès, lancé une négociation pour sauver le pays avec le parti qui veut sa fin. Coluche aurait adoré ! L'Olivier a accepté sans la moindre réticence de s'associer à un parti dont certains membres crient régulièrement «Wallons dehors» et les qualifient de «rats francophones», et dont le pendant idéologique, le Vlaamse Volksbeweging, a voté voici quelques mois l'Anschluss de Bruxelles à la Flandre (Anschluss, parce que la population

n'a pas été consultée, alors que pour la population des communes à facilités est, elle, majoritairement pour un rattachement à Bruxelles, région bilingue). Cette collusion est un choix. Il est catastrophique. Il mène forcément à une séparation, ou à un appauvrissement wallon et bruxellois, ou à une diminution grave de la solidarité. Les partis et les médias francophones sont entrés dans la logique nationaliste par manque de courage, par jeu politique, par ambition déplacée. Si Di Rupo était un homme d'État, il n'aurait pas adoubé le nationalisme comme il l'a fait.

Le gravissime résultat de ces discussions, c'est qu'on a expliqué aux Flamands que les Francophones étaient désormais partants pour «leur» révolution copernicienne. Tout retour en arrière provoquera, au Nord, l'hystérie. Quelle que soit la direction vers laquelle on regarde, on est condamné, non pas à réussir comme je le lis dans la presse et les communiqués des partis, mais à échouer.

Échec ou pas ?

Alors, que faire aujourd'hui ? On rêverait d'une pause utile. Prendre un mois, pour établir un projet «belgicain», un projet généreux qui ne soit ni francophone, ni néerlandophone, mais initié par les Francophones, qui plancheraient en tenant compte des besoins de l'électeur flamand, sans dogmatisme. La refondation d'une Belgique devenue foldingue, ça vaut bien une pause. On a un gouvernement en affaires courantes, et de toute façon, on n'arrivera à rien de concret avant Noël. Une crise majeure en pleine présidence européenne serait apocalyptique, et elle menace chaque jour un peu plus. Des élections à l'automne condamneraient peut-être la démocratie belge elle-même. Quant à un gouvernement associant le PS et la N-VA, ne me faites pas rire : les seconds sont pour la suppression du Centre de l'Égalité des chances, et pour une sécurité sociale qui enrichit les riches et appauvrit les autres. Il y a des incompatibilités définitives.

Tout ce qui se passe aujourd'hui va dans le sens d'un divorce inéluctable. Et il faut bien l'admettre : Elio Di Rupo n'est déjà plus crédible comme sauveur du pays. Il ne l'est plus pour les Francophones qu'il a poussés dans une logique qui ne peut que leur être funeste. Il l'est encore moins pour les Flamands : il a tenté d'écarter la respectabilité de leur leader charismatique en utilisant des moyens qui se sont immédiatement retournés contre lui.

Ou alors, faut-il écouter Laurette Onkelinx, qui a lancé à la tête de De Wever que le PS se préparait à la fin du pays, et son mari qui ne se batrait plus pour la Belgique, mais pour la Wallonie et

Bruxelles ? Dans ce seul cas, la stratégie du PS tiendrait la route. Il s'agirait donc de démontrer qu'on ne peut rien obtenir en négociant avec «les Flamands». Mais alors, il s'agit d'un acte grave démocratiquement parlant : provoquer, d'une manière ou d'une autre, la sécession flamande sans un mandat clair de l'Électeur est un choix terrible.

Reconnaissons qu'il est indispensable de prévoir tous les futurs, y compris un divorce, et supposons que le PS ne joue pas ce jeu-là.

Karpov et carpettes.

N'empêche. De Wever est chaque jour plus crédible quand il affirme qu'il y a deux démocraties dans ce pays. C'est son combat, son but, sa raison d'être politique. Mais quand les Francophones lui donnent raison par des manœuvres d'une subtilité digne d'un troupeau d'iguanodons dans la salle des lustres du Palais royal, on sombre dans le pathétique. Aux échecs, il n'y a jamais qu'un gagnant. Et Di Rupo est mal embarqué. Que les libéraux ne se réjouissent pas pour autant : rien ne dit qu'ils feraient mieux. Pour rappel, Leterme et Dehaene ont échoué. Deux champions, pourtant. Où l'on se dit qu'il n'y a qu'un Karpov par génération, et en Belgique, il s'appelle De Wever.

©2010, Marcel Sel et Un Blog de Sel.

Distribution et mise sur site autorisée moyennant mention de l'auteur, du blog «Un Blog de Sel» et de son URL «blog.marcelssel.com» ou «<http://blog.marcelssel.com>».

Reproduction interdite sans un accord écrit de l'auteur : marcelssel@gmail.com.